N° 468551 et 468552
Université Toulouse Jean Jaurès

N° 468665 et 468666
Ministre de l'enseignement supérieur

4^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 16 novembre 2023
Décision du 20 décembre 2023

CONCLUSIONS

M. Raphaël CHAMBON, Rapporteur public

Par deux décisions distinctes du 11 juillet 2019, la section disciplinaire du conseil académique de l'université Toulouse Jean Jaurès a prononcé l'interdiction définitive d'exercer des fonctions d'enseignement ou de recherche dans tout établissement public d'enseignement supérieur, immédiatement exécutoire nonobstant appel, à l'encontre, d'une part, de M. B..., d'autre part de M. S..., tous deux professeurs agrégés d'arts plastiques et alors affectés au sein du département « Arts plastique – Design » de l'UFR « Lettres, philosophies, musiques, arts du spectacle, communication » (LPMASC) de l'université.

Par deux décisions du 6 juillet 2022, le CNESER, statuant en matière disciplinaire, a annulé les deux décisions de première instance et relaxé MM. B... et S... respectivement.

Tant l'université que la ministre de l'enseignement supérieur vous demandent d'annuler ces deux décisions, ce que vous ferez dès lors qu'elles sont entachées de plusieurs vices affectant tant leur régularité que leur bien-fondé.

Nous nous bornerons à évoquer aujourd'hui les seuls moyens qui nous apparaissent sans nul doute fondés et justifiant la censure des décisions querellées.

Le CNESER a d'abord commis une erreur de droit en jugeant que les décisions de première instance avaient été rendues à l'issue d'une procédure irrégulière en ce que

le principe du contradictoire n'avait pas été respecté dès lors que n'avaient été auditionnés à l'occasion de la procédure d'instruction en première instance que des étudiants témoignant en défaveur de MM. B... et S... et aucun de leurs collègues enseignants.

Aux termes de l'article R. 712-33 du code de l'éducation, dans sa version applicable à la procédure suivie en l'espèce par la section disciplinaire de l'université Toulouse Jean Jaurès : « *la commission d'instruction instruit l'affaire par tous les moyens qu'elle juge propres à l'éclairer* » et « *doit convoquer l'intéressé, qui peut se faire accompagner de son défenseur, afin d'entendre ses observations* ». Le rapport de la commission d'instruction comporte les diligences accomplies, l'exposé des faits ainsi que les observations présentées par l'autorité qui a engagé la poursuite et celles présentées par la personne déférée et comprend les pièces produites dans le cadre de l'instruction.

Il en résulte qu'il appartient à la commission d'instruction de décider s'il y a lieu de procéder à l'audition de témoins, sans que l'audition de tel témoin particulier constitue un droit pour la personne poursuivie.

Le CNESER a incontestablement erré. On voit mal en quoi l'audition de témoins exclusivement à charge, à l'exclusion de tout témoin à décharge, dont on conçoit intuitivement qu'elle peut avoir à faire avec l'égalité des armes, pourrait méconnaître en elle-même le principe du contradictoire. Il n'est d'ailleurs pas contesté, s'agissant du caractère contradictoire de la procédure, que la commission d'instruction a pris connaissance de l'ensemble des témoignages écrits, y compris ceux de collègues de MM. B... et S... en leur faveur, et qu'après recueilli les observations des enseignants poursuivis, elle n'a procédé à l'audition, comme témoins, que de deux étudiantes ainsi que du directeur et la responsable administrative du département art plastique – design de l'université.

Le CNESER a par ailleurs entaché ses décisions de dénaturation en jugeant que les décisions des premiers juges méconnaissaient le principe de personnalité des peines au motif que les témoignages recueillis visaient indistinctement MM. B... et S... sans qu'il soit possible d'identifier les actes et les propos de chacun d'entre eux.

S'il ressort des pièces des dossiers soumis aux juges du fond que MM. B... et S... étaient accusés d'adopter de concert un comportement inapproprié et semblaient contribuer conjointement à l'atmosphère intimidante et offensante pesant sur leurs classes, puisqu'ils assuraient nombre de leurs cours en commun, il en ressort néanmoins tout aussi clairement que des étudiants ont imputé personnellement des actes et des propos précis à M. B... d'une part et à M. S... d'autre part et que chacune des deux décisions de la section disciplinaire retient elle-même des agissements précis à l'encontre de chacun de ces deux enseignants. Il

Enfin, le CNESER a insuffisamment motivé ses décisions. Pour faire droit aux appels de MM. B... et S... et prononcer leur relaxe, le CNESER s'est borné, après avoir résumé les écritures des parties, à indiquer qu'il était apparu aux juges d'appel que rien ne permettait de déterminer l'existence de pratiques pédagogiques contraires aux exigences déontologiques qu'on attend d'un enseignant et qu'il n'existait aucun élément probant permettant de prouver que les deux enseignants poursuivis aient tenu des propos intrusifs, insultants, humiliants, dégradants et discriminants, constituant une situation de harcèlement à caractère moral et sexuel.

En statuant ainsi, le CNESER ne permet pas au lecteur de ses décisions et au juge de cassation de savoir s'il a considéré que la matérialité des faits reprochés aux intéressés n'était pas établie ou si lesdits faits n'étaient pas fautifs. A supposer que le CNESER ait entendu retenir la première branche de cette alternative, alors que de nombreux témoignages circonstanciés relatant des faits ou des propos précis reprochés aux intéressés figuraient aux dossiers, il lui appartenait d'en dire plus pour expliquer même sommairement en quoi ils ne présentaient aucun caractère probant.

PCMNC, sans qu'il soit besoin de vous prononcer sur les autres moyens du pourvoi, à l'annulation des décisions attaquées, au renvoi des affaires devant le CNESER disciplinaire et au rejet, dans les circonstances de l'espèce, de l'ensemble des conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du CJA.